

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15, place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 17/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MEAC

Route de Saint-Julien
44110 Erbray

Références : IC240240_RAPVI_MEAC_EOLE EN BEAUCE
Code AIOT : 0010003915

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2024 dans l'établissement MEAC implanté 3 Muids - L'Epinette - RD 12 (Villeau 2) 28150 Éole-en-Beauce. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action départementale sur la thématique "émissions de poussières, propreté et sécurité des voiries". Les suites des précédentes inspections n'ont pas été abordées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MEAC
- 3 Muids - L'Epinette - RD 12 (Villeau 2) 28150 Éole-en-Beauce
- Code AIOT : 0010003915
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une installation composée d'une carrière et d'une installation de premier traitement des matériaux.

L'inspection s'inscrivant dans le cadre d'une action départementale, les suites des précédentes inspections n'ont pas été abordées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Equipement : Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2	Sans objet
2	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17	Sans objet
3	Aménagements accès	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 7	Sans objet
4	Sécurité du public	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Sans objet
5	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 22/09/1994, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipement : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2
Thème(s) : Risques chroniques, Equipement : Prévention des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ; (...) - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues ; (...)
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'une piste d'accès à la carrière en terre. La piste de couleur blanche est en matériaux compactés.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le site destinataire des matériaux extraits de la carrière est l'usine de traitement qui longe la RN 12 et par laquelle on accède à la carrière. Les engins ne sortent donc pas sur la voie publique selon l'exploitant.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il ne dispose pas de système de lavage de roues. La carrière étant fermée en raison des intempéries ce jour, ce point n'a pas pu être vérifié.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, (...) et de nuisance par le bruit (...) et l'impact visuel. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. (...) Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.
Constats : La carrière est en dent creuse entourée par des merlons de terre qui en atténuent le bruit et en limitent l'impact visuel. Il convient de noter que le site est isolé dans la campagne. Le site de traitement des matériaux dispose d'un accès pour les poids-lourds et d'un accès pour les véhicules légers. Les deux voies d'accès étaient en bon état de propreté le jour de l'inspection. Les abords du site et notamment la voie publique (RN 12) sont en bon état de propreté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Aménagements accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements accès
Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.
Constats : L'accès au site se fait par l'installation de traitement des matériaux. L'accès des véhicules légers est séparé de l'accès des poids-lourds. L'accès des poids-lourds dispose de deux voies : Une entrée et une sortie. L'accès est perpendiculaire à la route qui n'est pas très fréquentée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurité du public
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté que l'accès à la carrière est interdit par un portail fermé par une chaîne et cadenassé. Le site est entouré par un système de double merlon et par des clôtures. La présence de panneaux rouges indiquant "Accès interdit à la carrière" a été constatée le jour de l'inspection. L'état des merlons et des clôtures ainsi que la présence de panneaux signalant le danger n'a pas été vérifié sur toute la périphérie de la carrière. Il a été constaté que le panneau rouge interdisant l'accès à la carrière aux personnes non-accompagnées sur le portail d'accès est illisible et doit être remplacé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/1994, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements préliminaires
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats :

L'exploitant a installé un panneau sur lequel figure les informations prescrites à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite